



# ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

taux

Question écrite n° 28447

## Texte de la question

M. Pierre Morel-A-L'Huissier \* attire l'attention de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur l'application du taux réduit de TVA, à 5,5 %, applicable pour les travaux d'entretien et de rénovation effectués par les entreprises du bâtiment chez les particuliers. Bien que cette mesure, qui devait prendre fin le 31 décembre 2002, ait été prorogée d'une année, les entreprises artisanales du bâtiment font face à une stagnation des commandes, la clientèle hésitant à s'engager ou annonçant le retrait des commandes en cas de retour à un taux normal de TVA. Compte tenu du souffle économique impulsé par cette mesure dans le secteur de la construction, il lui demande de bien vouloir lui préciser les intentions du Gouvernement quant à la pérennisation de cette disposition.

## Texte de la réponse

La directive communautaire n° 1999/85/CE du 22 octobre 1999 a autorisé les États membres à appliquer, à titre expérimental, pour une durée de trois ans, un taux réduit de taxe sur la valeur ajoutée à certains services à forte intensité de main-d'oeuvre. Cette expérience, qui permet à la France d'appliquer le taux réduit de la TVA aux travaux portant sur les logements achevés depuis plus de deux ans ainsi qu'aux services d'aide à la personne, expirait, en principe, le 31 décembre 2002. Pour permettre à la Commission européenne d'examiner les rapports d'évaluation transmis à l'automne dernier par les États membres qui ont mis en oeuvre l'expérimentation, le Conseil a décidé le 3 décembre 2002 de proroger le dispositif d'un an, soit jusqu'au 31 décembre 2003. Le rapport d'évaluation que la France a remis à la Commission fait clairement apparaître les effets bénéfiques de l'expérience sur l'emploi. Les emplois créés ont été estimés à environ 40 000 dans le secteur du logement et 3 000 dans le secteur des services à domicile. Les effets observés dans les autres pays de l'Union sont contrastés. Seule l'Italie indique qu'elle a constaté dans le secteur de la rénovation et de la réparation des logements, la création de 65 000 emplois. La proposition de directive du 16 décembre 2003 autorisant les États membres concernés à continuer d'appliquer pendant deux années supplémentaires (soit jusqu'au 31 décembre 2005) le taux réduit de TVA aux services à forte intensité de main-d'oeuvre a fait l'objet d'un accord politique lors du Conseil du 22 décembre. Cette prorogation est traduite en droit français par l'article 24 de la loi de finances pour 2004 (n° 2003-1311 du 30 décembre 2003).

## Données clés

**Auteur :** [M. Pierre Morel-A-L'Huissier](#)

**Circonscription :** Lozère (2<sup>e</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 28447

**Rubrique :** Tva

**Ministère interrogé :** économie

**Ministère attributaire :** économie

Date(s) clé(s)

**Question publiée le** : 17 novembre 2003, page 8739

**Réponse publiée le** : 24 février 2004, page 10322